



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Objectifs de
développement
durable

Bureau de Libreville



Rapport annuel

2016

Engagé pour la réalisation des Objectifs
de Développement Durable au Gabon



3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT



8 TRAVAIL DÉCENT
ET CROISSANCE
ÉCONOMIQUE



10 INÉGALITÉS
RÉDUITES



14 VIE
AQUATIQUE



15 VIE
TERRESTRE



16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



17 PARTENARIATS
POUR LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



Préface



L'année 2016 a été aussi riche en émotions qu'en activités. Ce qui nous a permis d'accompagner pleinement le Gouvernement gabonais dans plusieurs de ses priorités.

Le présent rapport égraine ces activités sous huit rubriques. Nous y avons intégré une neuvième qui présente le staff entrant de 2016, afin de montrer les visages de ceux qui sont venus renforcer le Bureau de Libreville.

Dans le cadre de notre coopération avec le Gabon, nous avons mené quatre activités majeurs : le 1er Conseil exécutif de la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO, la Concertation sous-régionale sur le programme « Jeunesse et Culture de la paix en Afrique centrale », la célébration conjointe de l'anniversaire de l'UNESCO et de l'adhésion du Gabon à l'Organisation ainsi que la signature du programme de coopération Gabon – UNESCO pour la période 2016-2017.

Sur la ligne programmatique de l'Organisation, à commencer par l'Education, nous avons travaillé sur trois thématiques : le développement du système éducatif ; le renforcement des capacités en matière d'alphabétisation et apprentissage à la citoyenneté mondiale créative et responsable. Dans le domaine des sciences exactes et naturelles, le renforcement des capacités des enseignants pour l'intégration de l'expérimentation des microsciences dans l'éducation et les apprentissages, l'amélioration de la base des connaissances scientifiques et par la sensibilisation de la jeunesse à la biodiversité ont été effectués. Dans le domaine des Sciences humaines et sociales, nous avons

promu l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix en Afrique, sensibilisé la population gabonaise aux droits de l'homme, en particulier sur l'albinisme et appuyé le Programme pour la Gestion des transformations sociales (MOST). Dans le domaine de la Culture, nous nous sommes concentrés sur deux axes : la protection et la conservation du patrimoine culturel matériel et immatériel, d'une part ; la promotion de la créativité et de la diversité des expressions culturelles, d'autre part. S'agissant du programme Communication et Information, la liberté d'expression et sécurité des journalistes, le pluralisme et la viabilité des institutions médiatiques ainsi que l'accès et la préservation du savoir ont été les principaux centres d'intérêts. Quant à notre projet phare « Former ma génération – Gabon 5000 », il a vu le développement de ses composantes sur la formation aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) et le suivi scolaire en ligne.

Au-delà de ces activités sectorielles de l'Organisation, nous avons renforcé notre collaboration avec les autres agences du Système des Nations Unies au Gabon. En plus du lancement de la « Campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale », nous avons célébré ensemble la Journée internationale de la paix, la Journée internationale de l'alimentation, la Journée des Nations Unies, la Journée mondiale de lutte contre le Sida et la Journée internationale des droits de l'Homme. Nous avons aussi participé à l'atelier sur la Théorie du Changement et la randonnée dans le Bois des Grands ou Arboretum Raponda Walker avec les autres collègues des Nations Unies.

Vincenzo Fazzino

**Chef de Bureau et Représentant de
l'UNESCO au Gabon**

Sommaire

Préface.....	2
Coopération avec le Gabon	4
1. Premier Conseil exécutif de la Commission nationale	4
2. Concertation sous-régionale sur le programme « Jeunesse et culture de la paix.....	4
3. Célébration des anniversaires de l'UNESCO et de l'adhésion du Gabon	5
4. Signature du programme Coopération 2016-2017.....	5
Programme Education.....	6
1. Soutien au gouvernement pour le développement du système éducatif.....	6
2. Renforcement des capacités en matière d'alphabétisation.....	7
3. Apprentissage à la citoyenneté mondiale créative et responsable.....	9
Programme Sciences exactes et naturelles.....	10
1. Renforcement des capacités dans l'intégration des expériences Microsciences	10
2. Renforcement de la base de connaissances scientifiques	10
3. Sciences écologiques et développement durable.....	12
Programme Sciences humaines et sociales.....	13
1. Promotion de l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix en Afrique	13
2. Sensibilisation aux droits de l'homme	15
3. Transformations sociales et gestion des défis bioéthiques.....	15
Programme Culture.....	17
1. Protéger, conserver et promouvoir le patrimoine culturel.....	17
2. Promouvoir le patrimoine vivant, la créativité et la diversité des expressions culturelles	20
Programme Communication et Information.....	22
1. Liberté d'expression et sécurité des journalistes.....	222
2. Pluralisme et viabilité des institutions médiatiques.....	244
3. Accès et préservation du savoir	245
Projet Former ma génération – Gabon 5 000	266
1. Initiation en informatique.....	266
2. Soutien scolaire par la formation à distance.....	277
3. Partage de l'expérience d'utilisation des TIC dans l'éducation	299
4. Les résultats actuels.....	30
Coopération avec les autres agences.....	31
1. Appui à la Campagne des jeunes pour de la culture de la paix en Afrique centrale	31
2. Participation à la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation	34
3. Participation à l'organisation de la Journée des Nations-Unies au Gabon.....	34
4. Participation à la Journée mondiale du sida	34
5. Participation à la célébration de la Journée des droits de l'Homme.....	35
6. Participation à l'organisation de l'atelier sur la Théorie du Changement	36
7. Participation à la randonnée à l'Arboretum Raponda Walker	36
Ils nous ont rejoints.....	37
Notre équipe.....	38

Coopération avec le Gabon

Notre collaboration avec le gouvernement gabonais s'est renforcée au cours de l'année écoulée. Les activités réalisées conjointement le démontre bien.

1. Premier Conseil exécutif de la Commission nationale (17 février)



Photo de famille - © UNESCO

Organisé le 17 février 2016, le 1er Conseil exécutif de la Commission nationale du Gabon pour l'UNESCO s'est déroulé en présence de près de 100 personnes représentant les départements ministériels, les experts et autres partenaires de l'action de l'Organisation dans ses domaines de compétences. L'Objectif de cette rencontre était relancer

et redynamiser cette institution en lui donnant une structure et des moyens d'action de mise en œuvre du Programme de coopération Gabon – UNESCO, pour les années à venir.

Ce programme tenait compte des priorités du Gouvernement déclinées dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et de celles de l'UNESCO issues de sa Stratégie opérationnelle pour la priorité Afrique (2014-2021). Aussi, à travers ses 19 axes, il marque une dynamique nouvelle de travail entre le Gabon et l'Organisation et concerne tous les secteurs d'activité : l'Education, les Sciences, la Culture, la Communication, et d'autres questions transversales telles que la Culture de la paix et la jeunesse.

2. Concertation sous-régionale sur le programme « Jeunesse et culture de la paix en Afrique centrale » (20 avril)



Vue des participants - © UNESCO

Cette concertation s'est inscrit dans le cadre de la sensibilisation de ses partenaires sur les nouveaux défis de la région Afrique centrale. Organisée par le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale a organisé, du 20 au 22 avril 2016, cette rencontre d'échanges et de réflexion participative auxquels a participé le Bureau de Libreville portait sur « Contributions de

l'UNESCO et de ses partenaires aux efforts des Etats de la CEEAC pour l'implication des jeunes dans la consolidation de la paix et la réalisation des Objectifs de Développement Durable en vue d'une émergence durable en Afrique Centrale ».

Les différents débats de ces assises se sont focalisés sur les principaux thèmes ci-après : la paix et le changement climatique et la protection des écosystèmes en rapport avec les axes stratégiques de la

Priorité Afrique de l'UNESCO et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. La jeunesse africaine a été placée au centre des discussions comme acteur principal du changement de la situation.

3. Célébration des anniversaires de l'UNESCO et de l'adhésion du Gabon (16 novembre)



Photo de famille des officiels - © UNESCO

La cérémonie marquante cette festivité a eu lieu ce 16 novembre 2016 au siège du Bureau UNESCO Libreville, sis au quartier Batterie IV. Elle a coïncidé avec le 71ème anniversaire de l'UNESCO. C'était l'occasion pour la famille UNESCO Gabon de se réunir, évoquer les difficultés des uns et des autres, et surtout, présenter le cadre de coopération 2016-2017. Près d'une centaine de représentants des ministères partenaires de l'UNESCO, des comités scientifiques, des clubs UNESCO, des écoles Associées, des chaires UNESCO et du Réseau panafricain de jeunesse sur la culture de la paix (PAYNCOP) avec d'autres organisations des Nations Unies et internationales étaient présents à cette heureuse commémoration.

4. Signature du programme Coopération 2016-2017 (9 décembre)

Nous avons signé officiellement notre programme de Coopération 2016-2017 avec l'Etat gabonais, représenté par le Ministre de l'Education nationale, Président de la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO, le 9 décembre 2016. Il a été élaboré sur la base des recommandations du premier Conseil exécutif de la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO, tenu le 17 février dernier et indiqué plus haut.



M. Florentin Moussavou et M. Vincenzo Fazzino signant ledit programme - © UNESCO

Programme Education

Pour la mise en œuvre des activités 2016, le programme Education s'est appuyé sur les objectifs stratégiques du 38/C5, le programme de coopération entre l'UNESCO et le Gouvernement gabonais qui sont :

1. Soutien au gouvernement pour le développement du système éducatif : Elaboration d'une stratégie sectorielle de l'Education et mise en œuvre de l'agenda du Cadre d'action Education 2030

1.1. La Journée de sensibilisation au Partenariat Mondial de l'Education (10 mars)

L'évaluation de l'Education Pour Tous (EPT) au Gabon comme dans les autres pays de la sous-région a abouti à un constat : les progrès enregistrés dans certains axes restent insatisfaisants. C'est dans cette optique que l'UNESCO accompagne l'État dans



l'élaboration du Plan stratégique du secteur Education au Gabon selon le processus du Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Aussi l'UNESCO en vue d'obtenir l'adhésion de tous les acteurs du secteur de l'éducation à ce processus, a-t-elle organisé le jeudi, 10 mars 2016, une séance de sensibilisation du public.

Cette « Journée de sensibilisation », organisée au lendemain de l'atelier technique de restitution des conclusions des conférences sur l'éducation organisées par l'UNESCO, a permis de présenter le PME pour l'engagement officiel des Partenaires techniques et financiers et le positionnement du Gouvernement autour d'un projet holistique de l'Education conformément à la vision du Cadre d'action Éducation 2030.

Plus de 60 participants représentant les départements ministériels, les Partenaires techniques et financiers (PTF), les ambassades et agences du Système des Nations unies, les associations des parents d'élèves et de la société civile ont participé à cette journée de sensibilisation en présence du Ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement technique, Président de la Commission nationale pour l'UNESCO, M. Florentin MOUSSAVOU, de Madame la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies, Marie-Evelyne Petrus BARRY et du Représentant de l'UNESCO au Gabon, Monsieur Vincenzo FAZZINO.

Au terme de la rencontre, une feuille de route du Cadre d'action Éducation 2030 au Gabon a été produite ainsi que la matrice budgétaire de sa mise en œuvre.

1.2. Atelier « Comprendre l'ODD 4, la perspective d'un Plan sectoriel de l'éducation » (16 décembre)



Vue des participants - © UNESCO

L'UNESCO, en collaboration avec les Ministères en charge de l'éducation, a organisé le 16 décembre 2016 cet atelier technique dont les travaux ont eu lieu au siège du Bureau UNESCO Libreville sis à Batterie IV. Une soixantaine de personnels techniques

des ministères en charge de l'éducation ayant participé aux différents ateliers régionaux sur l'ODD4 (administrations, chefs d'établissements, enseignants, personnels d'encadrement...), les partenaires sociaux de l'éducation et les ONG œuvrant dans le domaine de l'éducation ont pris part à cet atelier. L'objectif visé de cet atelier était : favoriser une meilleure compréhension de l'Objectif de développement durable 4 et des liens de celui-ci avec les actions menées par l'UNESCO dans le secteur de l'Éducation puis préparer le prochain Plan sectoriel de l'éducation.

Les communications ont permis aux participants de saisir les caractères de l'ODD 4, la portée de chacune de ses cibles et leur relation avec l'appui les actions du gouvernement appuyées par l'UNESCO et le cadre d'action 2030. Ces différentes communications étaient entrecoupées de travaux en atelier sur comprendre l'ODD 4, ses cibles et le niveau de préparation du Gabon pour la mise en œuvre de la feuille de route régionale du cadre d'action 2030.

2. Renforcement des capacités en matière d'alphabétisation et de formation tout le long de la vie

Malgré la scolarisation obligatoire, les rejets scolaires restent un phénomène grandissant, c'est ainsi que l'on observe une proportion de personnes sans instruction dont l'âge va au-delà de vingt-cinq ans avoisinant les 18% en 2015. L'UNESCO tête de file de la mise en œuvre du cadre d'action 2030, stratégie pour atteindre l'Objectif de développement durable 4, accompagne le gouvernement gabonais par les actions de promotion l'apprentissage tout au long de la vie pour tous. L'objectif étant d'avoir des taux d'alphabétisation de 100% un témoin d'une éducation de qualité.

Dans le but de matérialiser cet objectif, le Bureau UNESCO Libreville a appuyé le projet de promotion d'une alphabétisation de qualité du Ministère en charge de l'éducation civique à travers sa direction générale de l'éducation civique et de l'alphabétisation. Trois activités de ce projet ont été réalisées en 2016 :

- L'évaluation des « curricula » des centres d'alphabétisation ;

- L'élaboration des référentiels de formation en alphabétisation ;
- La formation des formateurs à l'utilisation des référentiels produits.

2.1. Atelier d'évaluation des « curricula » utilisés dans les centres d'alphabétisation (19 mai)

Un atelier d'évaluation des « curricula » d'alphabétisation s'est ainsi tenu, du 17 au 19 mai 2016, à la salle de réunion du siège du Bureau. Il s'est agi pour l'ensemble des participants d'évaluer l'ensemble des outils pédagogiques exploités par les formateurs des centres d'alphabétisation. Le premier résultat a été le développement



Vue des participants - © UNESCO

des capacités des participants à travers non seulement des communications mais aussi des travaux en ateliers sur les thèmes comme : le profil des apprenants des centres d'alphabétisation au sortir de leur formation, le référentiel de compétences pour l'alphabétisation, le positionnement, l'élaboration des curricula en alphabétisation fonctionnelle. Un chronogramme d'activités devant aboutir à l'élaboration de curricula réels a été produit.

2.2 Atelier d'élaboration des référentiels de formation des centres d'alphabétisation

A la suite du constat de l'absence de documents pédagogiques spécifiques aux centres d'alphabétisation observé au cours du précédent atelier, l'UNESCO a accompagné la direction générale de l'éducation civique et de l'alphabétisation du Ministère de la tutelle à la production de référentiels de formation. Le processus qui s'est déroulé en deux phases a été couronné par la validation des référentiels produits après une période de conception. Deux produits résultent des travaux : le référentiel de formation en alphabétisation traditionnel et le référentiel de formation en alphabétisation fonctionnel portant sur neuf (9) corps de métiers dont la couture, la coiffure-esthétique, le petit commerce, le bâtiment, le bois, l'automobile, le froid et l'électricité.

2.3 Atelier de formation des formateurs des centres d'alphabétisation (17 novembre)



Vue des participants - © UNESCO

L'atelier de formation des formateurs des centres d'alphabétisation a vu la participation d'une cinquantaine d'intervenants des centres d'alphabétisation et de dix encadreurs. Les formateurs ont donc bénéficié d'une formation à l'utilisation des nouveaux référentiels spécifiquement dans les thèmes comme l'Education à la citoyenneté, l'Education à la santé sexuelle

et de la reproduction, l'Education au développement durable et la conception d'une fiche technico-

pédagogique qu'accompagnaient des activités pratiques. La partie pratique de cet atelier a permis la production vingt fiches technico-pédagogiques directement exploitables par les formateurs. Les référentiels feront ainsi l'objet d'une expérimentation, pendant au moins une session, au cours de laquelle les formateurs accompagnés des encadreurs vont évaluer les modalités de mise en œuvre pour proposer des remédiations nécessaires.

3. Apprentissage à la citoyenneté mondiale créative et responsable : Education à la santé, au VIH et à l'égalité des genres

3.1 Atelier de validation des modules de formation des pairs éducateurs et de leurs encadreurs (23 novembre)

Organisé conjointement par l'UNESCO et l'UNICEF, s'est déroulé à Libreville du 17 et le 18 novembre 2016. Cet atelier a regroupé vingt-cinq personnels provenant de diverses administrations et des agences du SNU de profils variés.

Les participants ont principalement déterminé les objectifs spécifiques prioritaires de chaque module, relever les contenus indispensables à la mise en œuvre des activités de sensibilisation des clubs santé, concevoir des activités d'application pratiques permettant la consolidation des acquis des participants des futures formations. La stratégie la plus adaptée pour l'animation de chaque thème lors des ateliers futurs a été. Tout ceci a abouti à la production de 16 modules de formation adaptés aux publics cibles et un référentiel de tâches pour les animateurs de ces modules.



Vue des participants - © UNESCO

Programme Sciences exactes et naturelles

Bien que n'ayant pas de Spécialiste du programme Sciences exactes et naturelles, le Bureau de Libreville a réalisé plusieurs activités dans ces domaines. La stratégie dans ce domaine a été de répartir les activités Sciences entre les différents spécialistes que possède le Bureau.

1. Renforcement des capacités dans l'intégration des expériences Microsciences dans l'éducation et les apprentissages

1.1. Atelier de formation pour les enseignants expérimentateurs de Physique-Chimie et Sciences de la Vie et de la Terre



Vue des participants - © UNESCO

Sur la base de la contextualisation des protocoles microsciences, le département des Sciences de la vie et de la terre du Ministère de l'éducation et de l'enseignement technique a produit avec l'appui de l'UNESCO le livret d'expérimentation basé sur les curricula du Gabon, par la suite la formation des personnels d'encadrement et la conception des kits spécifiques gabonais ont été réalisés. Suite à ce processus, le Bureau UNESCO de Libreville, a animé en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale, le bureau régional de Yaoundé et le secteur sciences du siège, du 26 au 28 mai dernier à Oyem, chef-lieu de la province du Woleu-Ntem, l'atelier de formation pour les enseignants expérimentateurs de Physique-Chimie et Sciences de la vie et de la terre. Cet atelier a vu notamment la participation de plus de 30 enseignants de sciences du secondaire, venus de Bitam, Mitzic ainsi que ceux d'Oyem.

Cet atelier alternait expérimentation et production pédagogique ce qui a permis en plus de l'appropriation par les enseignants mais aussi l'élaboration de fiches de leçon avec introduction de fiche de travaux pratiques en Microsciences et des séances simulations de séquence d'enseignement/apprentissage en Sciences de la vie et de la terre, et Sciences physiques.

2. Renforcement de la base de connaissances scientifiques

Ce domaine a également été managé par l'administrateur du programme Education.

2.1 Sensibilisation des élèves aux métiers de l'eau à la 3^{ème} édition de la Journée des Métiers (19 mars)



Au cours de la 3^{ème} édition de la Journée des Métiers, le Bureau UNESCO de Libreville a sensibilisé les élèves de Libreville aux métiers de l'eau, il s'agit notamment des élèves de l'Institution Immaculée Conception (IIC) et certains d'autres établissements catholiques.

Le Bureau a animé une séquence interactive autour d'une expérience du Programme GLOBE dite « les détecteurs de l'eau ». Cette action consistait à faire découvrir aux élèves comment déterminer une eau de bonne qualité en utilisant les 5 sens de l'homme (la vue, le toucher, l'odorat, le goût et l'ouïe). En outre, elle visait à les encourager à poursuivre des études scientifiques.

2.2 Célébration de la Journée mondiale de l'eau (22 mars)



En vue de définir les bases d'une collaboration efficace pour résoudre les défis liés à la gestion des ressources hydrauliques, le Bureau de Libreville a accueilli une réunion de consultation des acteurs publics et privés engagés dans la gestion et la valorisation de cette ressource vitale. Cette réunion faisait aussi office de célébration de l'édition 2016 de la Journée mondiale de l'eau.

Au terme de la rencontre, les participants, après analyse de l'impact socio-économique de l'eau, ont établi un projet de programme d'activités dont l'aboutissement était la rencontre des acteurs publics et privés au cours de la « Foire de l'eau » les 31 mars et 1 avril 2016 à la Chambre de Commerce. Par ailleurs, les présentations officielles du Rapport mondial des Nations Unies 2016 sur la mise en valeur des ressources en eau et du Bilan de la décennie de l'eau 2005-2015 au Gabon avaient été programmées.

3. Sciences écologiques et développement durable

Ce sous-domaine a été managé par le Spécialiste en charge du programme Sciences humaines et sociales.

2.3 Célébration de la Journée de la biodiversité (21 mai)



Le Bureau a appuyé l'organisation par la Wildlife Conservation Society (WCS) de la célébration, le 21 mai 2016, de la 11^e édition de la Journée de la tortue marine ; laquelle journée a coïncidé avec la Journée internationale de la diversité biologique, célébrée chaque 22 mai. C'était à nouveau l'opportunité d'informer et de sensibiliser le public en général, et les jeunes en particulier, sur l'importance de la conservation des tortues marines. Cette journée récréative à vocation pédagogique consacrée à la tortue marine a été animée au profit des enfants et adolescents en provenance d'établissements primaires et secondaires de Libreville. Au total, ils étaient deux cent (200) à y participer. Au programme de cette journée, il y avait une variété d'activités dont une campagne de nettoyage de la plage ayant servi de site pour la rencontre, un concours de danse, une kermesse, des sketches/poésies, une exposition de posters et des matchs de football (masculin et féminin).

Programme Sciences humaines et sociales

Tout comme l'idéal qui a présidé à la création de l'Organisation, l'activité phare du programme Sciences humaines et sociales reste la Campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale dont lors le but principal la prévention et le maintien de la paix dans cette sous-région africaine. Au-delà de cette activité, bien d'autres ont émaillé ce programme. Elles sont regroupées autour de trois thématique : Promotion de l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix en Afrique ; Sensibilisation aux droits de l'homme et Transformations sociales et gestion des défis bioéthiques.

1. Promotion de l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix en Afrique

1.1. Organisation de la 3^{ème} édition du prix Tremplin (8 avril)



De gauche à droite : M. TRIBOT LA SPIERE, Délégué Général du CEPS ; M. ESSONO, lauréat ; Mme BERRE, Ministre en charge des Petites et Moyennes Entreprises ; Mlle BALLE, lauréat ; M. FAZZINO, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au GABON - © UNESCO

Le Bureau de Libreville, en soutien au Centre d'Etudes et de Prospective Stratégique (CEPS), a organisé la 3^{ème} édition de « Tremplin », mécanisme de soutien pour l'entrepreneuriat social des jeunes et la culture de la paix en Afrique. La cérémonie de remise de cette 3^{ème} édition de « Tremplin » s'est tenue, à Libreville (Gabon), le 08 avril 2016, sous le patronage du Ministre gabonais du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat, du Tourisme et du Développement des Services, et en présence d'une centaine de personnes dont plusieurs membres du Gouvernement, du corps diplomatique, du secteur privé et de la société civile.

Des quatorze (14) candidats qui ont répondu à l'appel à candidatures, lancé le 12 janvier 2016, deux (2), une jeune femme et un jeune homme, ont été consacrés. Le projet du jeune homme, qui répond précisément à un besoin important en matière d'orientation scolaire et professionnelle, porte sur la création d'un site internet qui permettra aux élèves et étudiants d'être facilement renseignés sur les cursus, les formations et les écoles en adéquation avec le marché de l'emploi ; celui de la jeune femme,

qui s'inscrit dans une démarche de développement durable, porte sur l'éclairage des foyers par l'accès à l'énergie renouvelable à moindre coût.

Chacun des lauréats a reçu un soutien financier et un accompagnement d'un an en matière de conseil en ressources humaines, en droit, en export, en comptabilité, en marketing en et communication.

1.2.Appui à la Campagne des jeunes pour la promotion de la culture de la paix en Afrique centrale (09 juillet – 21 septembre)



Les jeunes de la Campagne pendant le tournage du spot- © UNESCO

Sous le slogan : « Des mots différents, une seule langue : la Paix », une Campagne des jeunes pour la promotion de la culture de la paix en Afrique centrale a été lancée le 09 juillet 2016 à Libreville (Gabon).

Inspirée par l'exigence de la mise en œuvre du Plan d'action de Luanda, cette Campagne, qui avait pour objectif de mettre médiatiquement en lumière la notion de culture de la paix afin de susciter à la fois une prise de conscience et une réaction de l'opinion publique, en général ; et de la jeunesse, en particulier, au rôle que chacun peut jouer pour construire et consolider la paix et la non-violence au quotidien, notamment en Afrique centrale, a été une initiative du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix (PAYNCOP), du Réseau des organisations de jeunesse africaine leaders des Nations Unies/Section Gabon (ROJALNU/Gabon) et du Conseil de national de la jeunesse du Gabon (CNJG) ; initiative soutenue par l'UNESCO, le Système des Nations Unies au Gabon et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA).

Dans le cadre de ladite Campagne, un certain nombre de supports de communication ont été produits et diffusés sur les télévisions, radios, presses écrites, presses en ligne et réseaux sociaux nationaux et internationaux, à savoir : un spot TV, un spot radio, un clip d'une chanson conçue spécialement à cet effet (Donnons la paix), une affiche presse écrite et des bannières web (cf. lien électronique : <http://www.unesco.org/new/fr/africa-department/priority-africa/culture-of-peace-in-africa/youth-campaign-for-culture-of-peace-in-central-africa-gabon/>).

En vue du prolongement de la Campagne dans la sous-région, ces supports de communication sont depuis en train d'être adaptés et contextualisés au Cameroun, au Burundi, etc...

2. Sensibilisation aux droits de l'homme

2.1 Célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à l'albinisme (13 juin)



Photo d'enfants albinos avec des enfants noirs participants - © UNESCO

En association avec l'association de lutte pour le bien-être des albinos (ALBA), le Bureau de Libreville a célébré la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme (13 juin). Indépendamment du rappel des principes de droits de l'homme qui s'appliquent aussi aux individus albinos, cette célébration a permis, à travers trois communications (albinisme et vision ; peau albinos et soleil ; et photo-protection), aux albinos, à leurs parents et au public de s'informer sur ce qu'est l'albinisme, les dangers que courent les albinos, notamment, lorsqu'ils sont exposés au soleil ainsi que les stratégies de protection.

3. Transformations sociales et gestion des défis bioéthiques

3.1 Appui du Programme pour la Gestion des transformations sociales (MOST) à l'élaboration d'une politique nationale de développement social et familial (20 décembre)



Poignée de mains entre le Ministre du développement social et le représentant du Président du Comité MOST - © UNESCO

Du 20 au 21 décembre 2016, un atelier a réuni, entre autres, les membres du Comité national MOST et les agents du Ministère du développement social et familial, de la prévoyance sociale et de la solidarité nationale en vue de l'élaboration et de l'adoption d'un protocole de partenariat entre ces deux entités. Ledit protocole qui a été signé, sous l'égide du Bureau de l'UNESCO de Libreville et du Représentant de l'Organisation au Gabon, a pour objet l'accompagnement du ministère par le Programme MOST dans l'élaboration d'une politique nationale de développement social et familial au Gabon.

A cette fin, ladite convention de partenariat inclut, entre autres, le principe de l'organisation, d'ici fin 2017, de deux Ecoles MOST : l'une consacrée à la formation des formateurs en interface recherches en sociales et politiques publiques ; et l'autre à la méthodologie d'élaboration et de mise en œuvre de politiques sociales inclusives.

Véritable opportunité de l'opérationnalisation du Comité national MOST créé depuis 2013, cet atelier a été, par ailleurs, l'occasion d'une restitution des travaux du 1^{er} Forum MOST des Ministres en charge du développement social en Afrique centrale (24-26 octobre 2016, Yaoundé – Cameroun), de la présentation du Rapport mondial sur les sciences sociales 2016, d'une formation sur la mobilisation des ressources financières ou levée des fonds, de la familiarisation des participants avec les statuts et organes principaux du Programme MOST et d'un exposé-débat sur les « Dynamiques des espaces et questions de développement social au Gabon ».

Programme Culture

La culture, en tant qu'élément incontournable dans les processus de développement des Etats, est un levier de développement et a adopté des instruments normatifs pour assurer, d'une part, la protection et la sauvegarde efficaces du patrimoine et, d'autre part, la promotion de la créativité, pour l'UNESCO.

Au Gabon, le Bureau intervient dans le secteur de la culture à travers une variété d'actions qui portent sur quatre axes qui tiennent compte objectifs stratégiques du 38/C5 et du programme de coopération Gabon – UNESCO : renforcer le cadre législatif et réglementaire ; protéger, conserver et promouvoir le patrimoine culturel ; promouvoir le patrimoine vivant, la créativité et la diversité des expressions culturelles ; mobiliser la culture pour favoriser la réconciliation, la cohésion sociale et la paix. Mais seuls deux axes ont été mobilisés en 2016.

1. Protéger, conserver et promouvoir le patrimoine culturel

1.1 Journée du Patrimoine mondial africain



Institué le 05 mai, la Journée du patrimoine mondial africain marque aussi la création, en 2006, du Fonds pour le Patrimoine africain, basé en Afrique du sud, centre de catégorie 2 de l'UNESCO.

A cette occasion, le Bureau UNESCO Libreville et le Ministère de la Culture et des arts ont organisé un atelier de renforcement des capacités sur le thème « les nouveaux enjeux du patrimoine ». Cet atelier avait pour objectif de doter les participants d'outils nécessaires pour une meilleure connaissance de la convention du patrimoine mondial et ses impacts sur les revenus des communautés à travers la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus aux fins d'une meilleure prise en compte dans les politiques et stratégies de développement.

Il est apparu que la Convention 72 n'était pas suffisamment connue par les experts, les professionnels du patrimoine, les associations nationales et le grand public tout comme le

Patrimoine mondial et ses liens avec le développement ne sont pas souvent pris en compte parce que justement pas suffisamment connus.

Une trentaine de participants issus d'associations culturelles et de professionnels du patrimoine ont pris part à cette rencontre qui a notamment porté sur la Convention 72 et les dossiers d'inscription, le Patrimoine mondial en Afrique, le Fonds pour le Patrimoine Mondial africain – FPMA, la mise en valeur des sites, patrimoine et développement, le patrimoine au service du développement.

1.2. Atelier d'harmonisation des pratiques documentaires, archivistiques de l'Afrique centrale



Le paysage de l'information documentaire, muséale et archivistique se caractérise ces dernières décennies par son expansion. En Afrique Centrale, on remarque l'émergence d'une multiplicité des structures documentaires avec des actions dont l'impact sur le

développement est peu perceptible. Il convient cependant de noter une faible mobilisation des décideurs dans le développement de ce secteur. Peu de bibliothèques, archives et musées sont informatisés. Les bibliothèques, archives et musées, en dehors de quelques rares exceptions, sont peu fréquentés.

En l'absence d'une politique forte mise en place par les Etats et, ces espaces dédiés à la mémoire et à la conservation dynamique des productions intellectuelles et culturelles des peuples de l'Afrique centrale ne peuvent contribuer à l'information et à la formation des populations pour un développement émergent.

Le Programme de mise en réseau des archives, bibliothèques et musées nationaux de la CEEAC soutenu par la CEEAC, l'UNESCO et le CERDOTOLA est à la fois un outil d'intégration sous - régionale et de valorisation de ce patrimoine.

Cette rencontre qui a réuni les participants issus de 10 pays avait pour objectif de renforcer les capacités des professionnels des structures nationales d'information sur le traitement de l'information et de les doter de compétences techniques et pratiques pour une mise en réseau effective et opérationnelle des différentes structures nationales au travers de logiciels et de technologies adéquates.

Trois thématiques ont été abordées :

- ✓ Les Standards des métadonnées et critères de sélection des documents,
- ✓ La prise en main des logiciels Invenio ou Dspace, ICA AtoM, Islandora ou CollectiveAccess,
- ✓ Valorisation et vulgarisation du réseau.

1.3. Atelier de renforcement des capacités sur le trafic illicite des biens culturels, la gestion des musées et la protection des biens culturels en cas de conflits armés



M. Nzamba, Spécialiste Culture (debout) lors de sa présentation - © UNESCO

Le Gabon, comme de nombreux autres pays du continent, a ratifié nombre de conventions culturelles de l'UNESCO, notamment celles de 1954 et 1970 portant respectivement sur la « protection des biens culturels en cas de conflit armé » et celle concernant « les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ».

Le Gabon, comme de nombreux autres pays du continent, a ratifié nombre de conventions culturelles de l'UNESCO, notamment celles de 1954 et 1970 portant respectivement sur la « protection des biens culturels en cas de conflit armé » et celle concernant « les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ».

La ratification des conventions représente une étape importante dans la mise en œuvre de celles – ci. Mais, elle seule ne suffit pas ; la mise en œuvre doit être effective aux fins de donner aux professionnels du patrimoine, aux associations et aux ONG nationales n'ont pas la maîtrise des dites conventions dans leurs outils et mécanismes de mise en œuvre.

De même, en dépit de quelques activités éparses de renforcement des capacités institutionnelles et/ou humaines déjà réalisées telles que la documentation des collections du musée national des arts et traditions, il semble que les règles de gestion des musées ne sont pas suffisamment connues et appliquées pour espérer des musées de qualité et des collections appréciées. Cet atelier avait pour objectif de doter les participants d'outils techniques nécessaires pour une meilleure connaissance des conventions 54, 70 et UNIDROIT et d'améliorer leurs compétences en matière de lutte contre le trafic illicite, la protection des biens culturels et gestion des musées.

Le contenu de cette session de travail a porté sur le Musée national et de ses collections, la convention 70, la Convention 54 et ses deux protocoles, la convention UNIDROIT et sur la gestion des musées. Des ouvrages et des guides pratiques portant notamment sur « La sécurité dans les musées », « Préservation et manipulation des manuscrits », la documentation des collections d'œuvre d'art », « gestion des risques de catastrophe dans les musées » et « La manipulation des collections dans les réserves » ont été remis au ministère en charge de la culture à cette occasion.

2. Promouvoir le patrimoine vivant, la créativité et la diversité des expressions culturelles

1.4. Atelier sous régional sur les industries culturelles



Vue des participants - © UNESCO

Libreville a accueilli en juin 2016 un séminaire régional sur les politiques publiques d'encadrement, de financement et de développement des industries culturelles et créatives. Les hauts cadres des départements ministériels en charge de la culture de l'Afrique centrale étaient les principaux bénéficiaires de cette rencontre organisée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) avec la participation de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le séminaire de Libreville s'inscrivait dans le cadre du programme d'appui au renforcement des politiques et industries culturelles des pays francophones du Sud de l'OIF dont l'objectif est de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays en vue de contribuer à l'amélioration de leurs systèmes de gouvernance de la culture pour une meilleure prise en compte de ce potentiel dans les stratégies de développement des pays. Les participants venus des différents pays de la sous-région, parmi lesquels tous les spécialistes des programmes culture de sous-région Afrique centrale de l'UNESCO, ont entre autres, discuté des enjeux de la mondialisation culturelle, de l'intervention publique, de la chaîne de valeur et fonctionnement des filières d'industries culturelles, des instruments d'encadrement de financement et de développement des filières d'industries culturelles et de la propriété intellectuelle.

A la suite de cette importante rencontre, l'UNESCO s'est engagée à accompagner les Etats de la sous – région dans l'appropriation, la prise en compte et la mise en œuvre effective de la « Stratégie sous régionale sur le développement et la promotion de la culture en Afrique centrale » pour la période 2014 – 2020 qui accorde un intérêt particulier aux industries culturelles, adoptée par les Etats de la CEEAC en octobre 2013 et réalisée avec le concours de l'OIF et de l'UNESCO.

2.2. Renforcement des capacités sur « l'élaboration des dossiers de candidature à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité »

Le Gabon a ratifié la Convention de 2003 sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dès 2004. Il bénéficie depuis lors de nombreuses sessions de formations adressées aux différents acteurs et parties prenantes. Malgré cela, aucun élément n'est inscrit sur une des listes de l'UNESCO ou comme exemple de bonnes pratiques. Il apparaît donc que cette convention n'est pas suffisamment mise en œuvre notamment dans ces aspects de listes dont les processus et règles ne sont pas toujours connus et maîtrisés.



Cet atelier technique avait pour objectif de doter les participants d'outils nécessaires pour une meilleure connaissance de la convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et des critères et procédures de candidatures à la Liste représentative. Les principales recommandations ont été la création d'un réseau national des professionnels du patrimoine culturel immatériel et la mise sur pied d'une équipe de travail pour conduire élaborer un dossier de candidature à déposer le 31 mars 2017.

1.5. Elida Almeida, lauréate 2015 du prix RFI – UNESCO



Au lendemain de son concert à l'Institut Français de Libreville, Elida Almeida, lauréate 2015 du Prix Découvertes – RFI, dont l'UNESCO est partenaire, s'est rendue au Bureau UNESCO de Libreville pour présenter ses civilités à son Représentant local. Elle était accompagnée de son Manager, M. José da Silva, de la

directrice de l'Institut français du Gabon, Mme Bénédicte Deschamps et du Chargé de mission culturelle, M. Geoffroy Meyer.

Cette visite au Bureau UNESCO de Libreville s'inscrit donc dans le cadre de sa tournée mondiale grâce au prix suscité. Au cours des échanges, elle a renouvelé ses remerciements à l'endroit de l'UNESCO. Prenant la parole, M. Vincenzo Fazzino, Représentant de l'UNESCO au Gabon, a dit être honoré de cette visite au Bureau de Libreville. Il a profité de l'occasion pour lui présenter les actions de l'UNESCO au Gabon. La visite a permis, entre autres, à la jeune artiste de présenter ses projets. Elle compte, tout d'abord, poursuivre sa tournée qui s'est achevée en août dernier. Puis, elle a dit ambitionner sortir son deuxième single en novembre de la même année. Elle a esquissé, enfin, des pistes de collaboration future avec le Bureau UNESCO de Libreville.

Programme Communication et Information

L'année 2016 étant marqué au Gabon par l'organisation de l'élection présidentielle, événement majeur de la vie politique dans une démocratie, a été l'occasion pour l'organisation de renforcer ses interventions en faveur de la sécurité des journalistes, la promotion de la liberté d'expression et le développement des médias. Outre ces axes d'intervention, le Bureau a poursuivi ses actions en vue du renforcement de l'accès à l'information et à la connaissance. En matière de communication, les actions du Bureau s'inscrivent essentiellement dans les différents axes de coopération avec le Gabon et sont alignés sur la Stratégie opérationnelle de la Priorité Afrique ainsi que les Axes d'action du programme Communication et Information pour les années 2016 et 2017. Les interventions du bureau en matière de Communication et information ont essentiellement contribué à la promotion, au Gabon, d'un environnement porteur pour la liberté d'expression, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes, le pluralisme médiatique, et des institutions médiatiques viables et indépendantes. Elles ont aussi permis de renforcer l'accès aux savoir et à la connaissance. Sur le plan opérationnel, cela s'est traduit par l'organisation d'une série d'activités qui sont regroupées ci-après en trois catégories, à savoir : (1) Liberté d'expression et sécurité des médias ; (2) Pluralisme et viabilité des institutions médiatiques ; et (3) Accès et préservation du savoir.

1. Liberté d'expression et sécurité des journalistes

1.1. Organisation de la Conférence « Quand les médias créent la paix » (25-26 janvier)



Le Bureau de l'UNESCO a démarré l'année 2016 par une action d'envergure avec sa participation marquée, aux côtés de l'UNITAR, à l'organisation de la Conférence de haut niveau « *Quand les médias créent la paix : une exploration des rôles et responsabilités des médias dans les processus de consolidation de la paix* » (25 & 26 janvier 2017). Près de 150 professionnels des médias publics, privés et communautaires ont pris part aux travaux. Ceux-ci ont débouché sur plusieurs recommandations dont l'une sur le renforcement des capacités des médias pendant la période électorale. L'UNESCO en a profité pour faire le plaidoyer pour la sécurité des journalistes.

1.2. Appui au processus électoral par le renforcement de la sécurité des journalistes et la liberté d'expression (juin)

En droite ligne avec les recommandations de cette Conférence, le bureau a initié et coordonné le projet d'Appui au processus électoral par le renforcement de la sécurité des journalistes et la liberté d'expression. Projet qui a été mené en



Vue des participants - © UNESCO

partenariat avec l'UNOCA, le PNUD, l'OHCHR, l'UNITAR, l'OIF et le Gouvernement du Gabon. Mené en juin 2016, le projet a permis, en matière de sécurité des journalistes, de former 200 officiers (10% de femmes) des forces de défense et de sécurité (police et gendarmerie) à travers les provinces du Gabon (Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem).

Pour ce qui est du renforcement de la liberté d'expression, le projet a donné lieu à la formation de plus de 200 professionnels des médias (30% de femmes) à travers le Gabon sur le traitement de l'information en période électorale et la prévention des conflits.

1.3. Soutien à la mise en place d'un monitoring des médias en période électorale (juillet-octobre)



Vue de l'équipe de monitoring lors d'une session de travail - © UNESCO

Afin de promouvoir le mécanisme d'autorégulation au Gabon et d'encourager les bonnes pratiques en matière de respect des principes éthiques et la déontologie, l'UNESCO, a soutenu la mise en place, par les professionnels des médias, d'une équipe de monitoring des médias en période électorale, couvrant l'avant, le pendant et l'après

période électorale (soit de juillet à octobre 2016). L'équipe de monitoring composés de volontaires à produit 5 rapports d'analyse du contenu des médias.

1.3. Célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai)

Le bureau a accompagné les associations des professionnels des médias et le Gouvernement du Gabon dans la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse le 03 mai 2016. Cette édition a permis aux professionnels des médias d'inviter les autorités à, entre autres, réviser les dispositions légales existantes pour garantir le libre accès à l'information, favoriser la culture de l'ouverture et de la



Vue des participants - © UNESCO

diffusion de l'information détenue par les entités publiques. De manière spécifiques les professionnels ont demandé l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information ainsi que qu'une politique nationale de transparence.

2. Pluralisme et viabilité des institutions médiatiques

2.1. Célébration de la Journée mondiale de la radio (12-13 février)

Le Bureau a soutenu la célébration de la Journée mondiale de la radio. Une quarantaine de stations de radio ont pris part à l'événement qui s'est déroulé sur deux journées (12 et 13 février 2017).

La première journée s'est portée essentiellement sur un atelier de formation à la communication en situation



De gauche à droite : M. Fazzino, Représentant de l'UNESCO et M. Bilie-By-Nze, Ministre en charge de la Communication - © UNESCO

d'urgence animé par la *Croix Rouge* et la *Plateforme nationale pour la prévention et la réduction des risques de catastrophes*. Les journalistes ont recommandé, entre autres, un meilleur renforcement des capacités des professionnels de médias sur le traitement de l'information en période d'urgence.

2.1. Organisation du forum national des managers et promoteurs des médias (22 décembre)

En droite ligne avec la viabilité des institutions médiatiques, un forum national des managers et promoteurs des médias du Gabon a été organisé le 22 décembre 2016. L'un des objectifs était de plancher sur la problématique du



financement et de l'autonomisation des médias au Gabon. Ce d'autant plus que la viabilité économique est un facteur ayant une incidence critique sur la capacité des médias à, non seulement, produire des contenus fiables et de qualité, mais aussi, assurer la veille de la démocratie. Une étude de base conduite par l'UNESCO révèle que seuls 25% des médias privés ou communautaires au Gabon génèrent des ressources suffisantes pour couvrir leurs charges. Ce forum a bénéficié de la participation d'une quarantaine de médias publics et privés à travers le Gabon ainsi que de la présence de l'African Media Initiative (AMI).

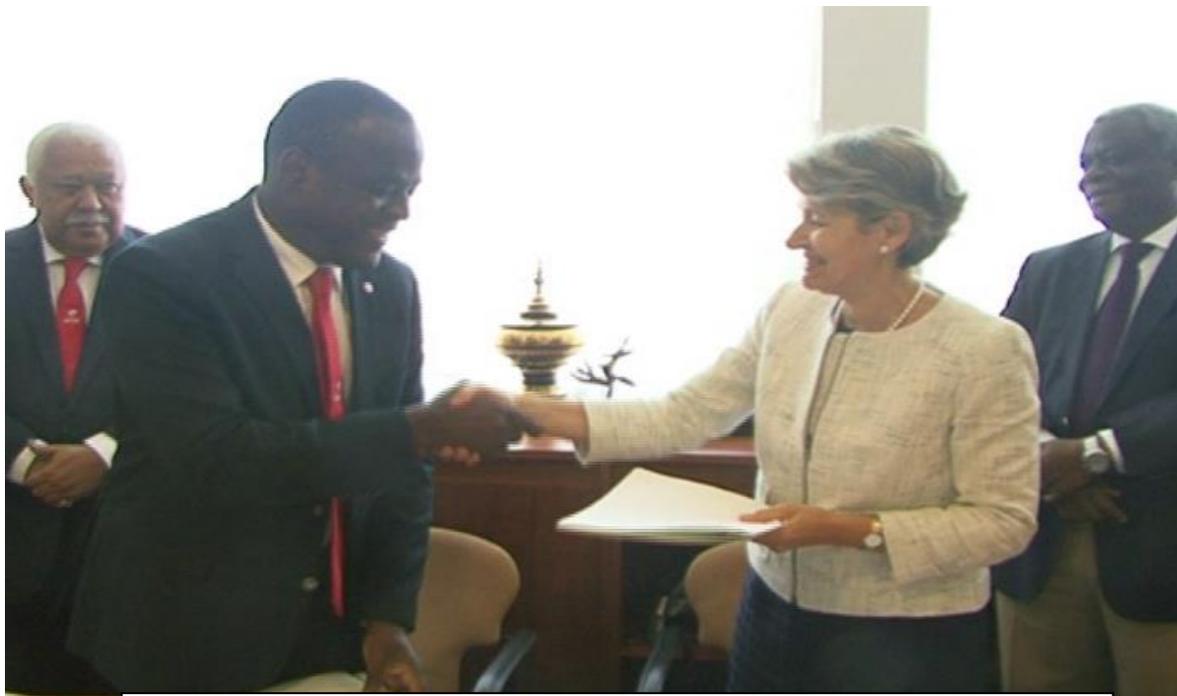
3. Accès et préservation du savoir

3.1. Organisation des plaidoyers pour le renforcement du Comité National Mémoire du Monde (novembre)

En matière d'accès et de préservation du savoir, le Bureau, à la suite de la mise en place, au cours du biennium précédent, du Comité National Mémoire du Monde, a entrepris des actions de plaidoyer auprès du gouvernement pour le renforcement dudit Comité, l'institution du Registre national de la Mémoire du Monde ainsi que la révision de politique et loi en matière de préservation du patrimoine documentaire y compris sur support numérique. En novembre 2016, le gouvernement a marqué son accord pour ces différentes interventions qui devraient voir le jour concrètement en 2017.

Toujours dans cet axe, le bureau a engagé une démarche de mobilisation des ressources pour la redynamisation et la modernisation de la bibliothèque nationale. Le projet a été soumis à la BGFIBank Foundation.

Projet Former ma génération – Gabon 5 000



Poignée de mains entre la Directrice générale de l'UNESCO et le Directeur général d'Airtel Gabon - © UNESCO

Lancé en octobre 2014, le projet Former ma génération a pour ambition, d'une part, de réduire le fort taux d'échec au baccalauréat et au brevet d'études du premier cycle, principalement dans les matières scientifiques (Mathématiques, Sciences physiques, Sciences de la vie et de la terre) et d'autre part, de renforcer la vulgarisation des Technologies de l'information et de la communication dans les milieux éducatifs gabonais.

En effet, parmi les différents jeunes soumis aux tests d'évaluation de niveau de connaissance en informatique, dans le cadre du projet, près de 80% des jeunes scolarisés et non scolarisés ne maîtrisent pas l'outil informatique. Or, le Gabon est un pays dont plus de la moitié de la population est encore jeune. D'où l'importance de notre projet mis en œuvre à travers les activités ci-après.

1. Initiation en informatique

1.1. Lancement des centres de Libreville (11 janvier)

Nous avons lancé officiellement, avec nos partenaires le Gouvernement gabonais et Airtel Gabon, les deux premiers centres de formation à Libreville le 11 janvier 2016. L'inauguration desdits centres s'est faite en présence de 5 ministres du gouvernement, et du Directeur Général d'Airtel Gabon qui finance entièrement le projet. Les enseignants formateurs ont eu à cet effet, l'occasion de démontrer et expliquer les contenus des formations. Ils étaient au total 11 formateurs répartis dans les deux centres des lycées Djoué d'Abany et Jean Hilaire Aubame de Ndzeng Ayong. La réalisation du projet prévoit dans un premier temps la formation à l'outil informatique d'un minimum de 4400 jeunes gabonais. Selon un

accord de partenariat d'exécution signé en octobre 2015 entre l'UNESCO et le Ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement technique, tous les centres de formations situés dans les 9 provinces seront équipés d'un plateau technique de 24 ordinateurs et de matériel informatique de dernière génération.

L'Institut Africain d'Informatique (IAI) apporte un appui technique et pédagogique au projet, notamment dans la mise en place du référentiel de formation ouvrant aux apprenants sept filières de métiers spécialisées qui les prépareront au marché du travail.



Photos de famille entre les officiels et les apprenants - © UNESCO

2. Soutien scolaire par la formation à distance

2.1 Signature de l'accord de partenariat pour l'exécution de la composante 2 (16 mars)

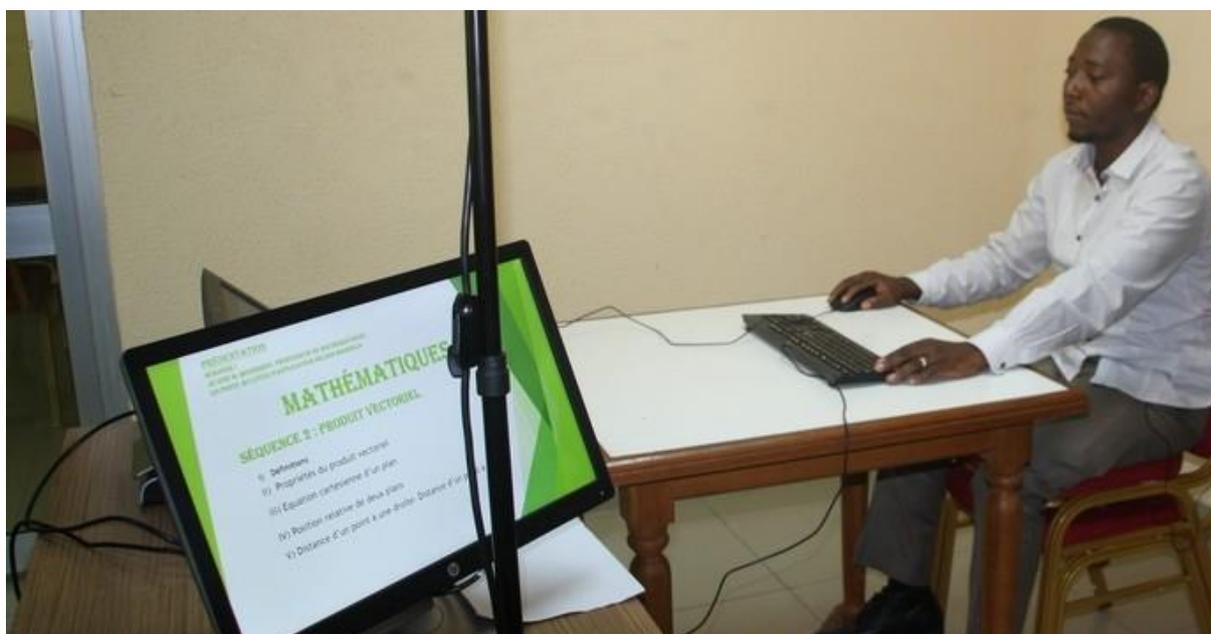


Le Représentant de l'UNESCO au Gabon et le Ministre de l'Economie numérique signant l'accord de partenariat - © UNESCO

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Composante 2 : Soutien scolaire par la formation à distance du Programme « Former Ma Génération: Gabon 5000 », l'UNESCO et le Ministère de l'Economie Numérique et des Postes viennent de signer un Accord de partenariat d'exécution pour la formation d'au moins 100 enseignants des disciplines scientifiques du secondaire au profit de 15 000 jeunes gabonais, ce mercredi 16 mars 2016 à Libreville.

Cette Composante vise la réduction de l'échec scolaire par l'accompagnement d'environ 15 000 jeunes au moyen de la formation à distance (E-learning) dans les matières scientifiques. En effet, le taux de réussite est particulièrement bas en classes d'examen, 3ème et Terminale, essentiellement en raison des carences dans la formation des élèves, par exemple, en science de la vie et de la terre, en physique, en mathématiques et en chimie.

2.2 Lancement de la formation des enseignants du centre de ressource e-learning (10 juin)



A travers le projet Former ma génération (TMG), le Bureau a lancé en juin dernier la formation de la première cuvée des

Vue d'un enseignant pendant une séance de mise en ligne de cours
- © UNESCO

enseignants de sa composante 2. Cette formation portait sur la mise en ligne de cours de mathématiques, sciences physiques et sciences de la vie et de la terre (SVT) destinés aux élèves des classes de terminales scientifiques. Elle s'est étendue sur 9 jours dans le centre de l'Institut national des postes et des technologies d'information et de communication (INPTIC).

En effet, à l'instar de certains pays africains, le Gabon réalise souvent de faibles résultats dans les matières scientifiques lors des examens de l'enseignement secondaire. D'où son déficit de diplômés en sciences. Grâce au numérique et à la mise à disposition de cours en ligne, l'UNESCO souhaite contribuer à l'amélioration du taux de réussite des jeunes scolarisés en classes d'examen de Brevet d'Etudes de premier cycle (BEPC) et de Terminale, dû essentiellement à des carences dans les matières scientifiques. Il s'agit des mathématiques, de science physiques, de biologie, de chimie, en d'autres termes des Sciences de la Vie et de la Terre (SVT).

Ce centre va donc permettre (à l'UNESCO) de faire bénéficier le Gabon de toute l'expérience acquise par le Modèle Avicenne, pour la formation des enseignants sur l'ingénierie pédagogique de production

de cours scientifiques en ligne afin d'assurer un soutien efficace des élèves en classe d'examen (Terminale et 3ème), avec le concours du personnel formé pour cela à l'INPTIC et des encadreurs pédagogiques de l'Institut pédagogique national (IPN).

2.3 Inauguration du centre Avicenne UNESCO de Libreville (06 décembre)



Photo d'un groupe d'apprenants - © UNESCO

Six mois après avoir entamé la formation des enseignants de la composante 2 du Programme Former ma génération (TMG) - Gabon 5000 sur la mise en ligne de cours de mathématiques, sciences physiques et sciences de la vie et de la terre (SVT) destinés aux élèves des classes

de terminales scientifiques, le Bureau en partenariat avec le Ministère en charge de l'économie numérique a procédé à l'inauguration du centre Avicenne UNESCO de Libreville.

Il s'inscrit dans le cadre de la composante 2 du projet TMG, fruit du partenariat entre l'UNESCO et la société de téléphonie mobile AIRTEL Gabon SA. A travers ce centre, l'UNESCO déploie pour la première fois en Afrique centrale le concept labellisé de Campus virtuel Avicenne, tel qu'adopté par les gouvernements dans le cadre du Plan d'action régional pour l'économie de la connaissance et par les ministres en charge des technologies de l'information et de la communication des pays africains en mai 2008. Cette approche novatrice intègre également le Plan d'action consolidé pour la science et la technologie en Afrique 2008-2013 de l'UNESCO et de l'Union africaine.

3. Partage de l'expérience d'utilisation des TIC dans l'éducation

Au regard de l'approche novatrice du projet, le Bureau a été invité à plusieurs rencontres en vue de partager son expérience dans la gestion d'un projet éducatif qui intègre l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

3.1 Participation au 2ème forum ministériel africain sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation (7-9 juin)

La première invitation du Bureau à parler de son projet Former ma génération est celle du deuxième Forum ministériel africain sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'éducation et la formation qui s'est tenu du 7 au 9 juin 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Il a intervenu au cours de la première session du panel d'experts sur la thématique « TIC dans les politiques et stratégies nationales d'éducation et de formation – Leçons apprises ». Lors de cette présentation, plusieurs dirigeants d'Afrique ont salué l'initiative notamment Monsieur Jérôme MORRISSEY, directeur Général de l'initiative Global e-Schools and Communities (GESCI) qui a également exprimé sa

disponibilité à envisager un partenariat d'appui au Programme TMG, dans le cadre du déploiement de ses composantes, en vue de répondre avec beaucoup d'efficacité aux besoins numériques du secteur de l'éducation au Gabon.



Photo de famille - © UNESCO

3.2 Table ronde de l'Economie numérique (21 décembre)



M. Fazzino (avec le micro) intervenant dans le panel 2 - ©

A l'initiative du Ministre gabonais en charge de l'Economie numérique, le Bureau a également participé, le 21 décembre 2016, à la table ronde de l'Economie numérique de Libreville auprès d'autres acteurs de l'économie numérique, bailleurs de fonds et quelques partenaires du Gabon. Le Gabon, à l'instar de

certains pays africains, ambitionne de se hisser au rang des pays émergents à l'orée 2025. Cette vision, inscrite dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), implique qu'il devra devenir une référence dans le domaine des TICs et donc de l'économie numérique, d'où le plan sectoriel Gabon numérique. Ce plan sectoriel du PSGE est porté par le Ministère en charge de l'économie numérique.

Le Chef de Bureau a partagé l'expérience de la gestion de ce projet au cours du panel intitulé « Quelles ressources humaines pour l'économie numérique ? », il s'est agi de faire la lumière sur ce qui se fait en termes de formation dans les TICs au Gabon.

4. Les résultats actuels

- ✓ 7 centres sont opérationnels dont 3 à Libreville et 4 à l'intérieur du pays notamment à Port-Gentil, Oyem, Bitam et Franceville sur les 11 en prévision;
- ✓ 240 ont déjà été formés et 627 sont en formation ;
- ✓ Formation de 32 enseignants formateurs sur la mise en ligne des cours sur les 66 en prévision ;
- ✓ 8098 jeunes sont actuellement inscrits.

Coopération avec les autres agences

Au-delà des activités du Bureau, nous avons également développé au cours de l'année écoulée notre coopération avec les agences sœurs des Nations Unies au Gabon. Nous avons participé aux différents groupes thématiques notamment GTS... UNCG dont assurons la présidence.

Ainsi au sein du Système des Nations Unies au Gabon nous avons coordonné une variété d'activités.

1. Appui à la Campagne des jeunes pour de la culture de la paix en Afrique centrale (09 juillet – 21 septembre)

La campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale « Des mots différents, une seule langue : la Paix » est une initiative du Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix (PAYNCOP), du Réseau des Organisations de Jeunesse Africaine Leaders des Nations Unies (ROJALNU - Gabon) et du Conseil National de la Jeunesse du Gabon (CNJG). Elle a été soutenue par le Système des Nations Unies au Gabon, l'UNOCA et l'UNESCO.

Son objectif était de mettre médiatiquement en lumière la notion de culture de la paix afin de susciter à la fois une prise de conscience et une réaction de l'opinion publique, en général ; et de la jeunesse, en particulier, au rôle que chacun peut jouer pour construire et consolider la paix et la non-violence au quotidien. Pour ce faire, différents supports de communication ont été produits et diffusés sur les télévisions, radios, presses écrites, presses en ligne et réseaux sociaux nationaux et internationaux, notamment :

- Spot TV : [Des mots différents une seule langue : la Paix](#)
- Spot radio : [Des mots différents une seule langue : la Paix](#)
- Clip de la chanson : [Donnons la Paix](#)
- Audio de la chanson : [Donnons la Paix](#)
- Parole de la chanson : [Texte Donnons la Paix](#)
- Affiche presse écrite : [Des mots différents une seule langue : la Paix](#)
- Bannière web rectangulaire : [Des mots différents une seule langue : la Paix](#)
- Bannière web carrée : [Des mots différents une seule langue : la Paix](#)
- Visuel : [Mot « Paix » dans les langues parlées au Gabon](#)
- Tee Shirt : [Campagne des jeunes pour la promotion de la culture de la Paix](#)
- Making Of : [Campagne des jeunes pour la promotion de la culture de la Paix](#)

Au cours de la période de diffusion desdits supports de communication, nous avons évalué l'impact médiatique de la campagne, c'est-à-dire le nombre de supports médiatiques qui les diffusaient et/ou les avaient publiés. Le tableau ci-dessous indique l'ensemble de ces supports médiatiques.

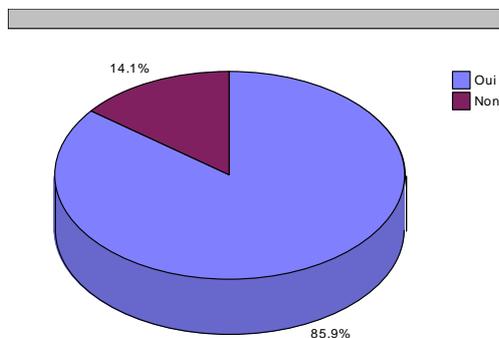
Tableau 1 : Liste des médias partenaires

	Télévision	Radio	Presse écrite	Presse en ligne	Réseaux sociaux
Internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Ubiznews • Télé Ubuntu (Base TV) 				
Nationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Gabon Télévision • Kanal 7 • Gabon 24 • RTN • Nour TV • Media+ TV (POG) • Canal Delta (POG) • Télévision Nkussu (FCV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Radio Gabon • AFRICA n°1 • Radio Ubuntu • Radio Emergence • RTN - Radio • Radio média + (POG) • Radio Nkussu (FCV) 	Economie Gabon +	<ul style="list-style-type: none"> • Page web africa4peace • Gabonreview • Economie Gabon + (site web) • Economie Gabon + (newsletter) 	<ul style="list-style-type: none"> • Facebook UNESCO Libreville • Facebook africa4peace • Twitter UNESCO Libreville • Youtube

Au terme de la campagne les jeunes des organisations à l'initiative ont réalisé une enquête d'impact post-campagne. Elle avait pour but d'évaluer le nombre de personnes qui ont été en contact (suivi ou vu) avec au moins un des supports de la campagne. Elle a révélé que près de 86% de la population étudiée a vu, écouté et/ou lu au moins un support de la campagne.

Seuls 14% ont prétendu ne pas avoir été en contact de ces supports (voir le rapport intégral en annexe).

Graphique 1 : Audience de la campagne



Source : Rapport de l'enquête de mesure de l'impact de la campagne des jeunes pour la culture de la paix sur la population de Libreville (2016)

Au regard du succès de cette campagne, elle s'est prolongée dans certains pays de la sous-région notamment au Congo Brazzaville, Cameroun, Angola et Burundi.

La mise de cette campagne s'est fait en plusieurs phases.

a) La préparation ou répétitions de la chanson

Entretenue par la chanteuse gabonaise Annie Flore Batchiélilys et l'équipe de l'Institut gabonais d'image et du son (IGIS), la soixantaine des jeunes des 3 organisations initiatrices ont suivi leurs séances de répétition de la chanson de la campagne dans les locaux de l'UNESCO.



Répétition de la chanson de la campagne - © UNESCO

b) Enregistrement de la chanson

Une fois les répétitions achevées, les jeunes et Annie Flore se sont rendus au studio d'enregistrement de l'IGIS pour enregistrer la chanson de la campagne.

c) Tournages du spot TV et du clip de la chanson



Photo de famille de fin de tournages des clips et spot TV - © UNESCO

Le spot TV et le clip de la chanson de la campagne ont été tournés le même jour sur au Cap Estérias avec les différents jeunes.

d) Conférence de presse de lancement de la campagne

La campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale a été lancée officiellement le 09 juillet 2016 dans les locaux de l'UNOCA par une conférence de presse. Cette dernière a été dirigée par la Coordinatrice résidente, le Représentant de l'UNESCO, l'artiste gabonais Annie Flore Batchiélilys et 3 jeunes de chacune des organisations initiatrices.



Vue des officiels à la conférence de presse de lancement - © UNESCO

e) Partenariat avec médias

En vue de diffuser les supports de la campagne, nous avons noué des partenariats avec des médias nationaux et internationaux. Nous avons également créé une page Facebook, un compte tweeter et une page web où on peut retrouver les moments forts et les différents supports de communication de la campagne.

f) Réunion bilan avec les jeunes

Au regard de la crise post-électorale qui a prévalu au Gabon un mois après le lancement de la campagne, les jeunes des organisations initiatrices de la campagne avaient jugé utile de se retrouver pour une réunion bilan de la campagne en présence des Chefs d'agence. Pour ce faire, ils ont réalisé une enquête d'impact de la campagne chez la population Librevilloise comme indiqué plus haut.

2. Participation à la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation



M. Fazzino arrosant sa plante - © UNESCO

Organisée par la FAO, la Journée de l'alimentation édition 2016 a vu la participation de l'UNESCO.

La célébration a eu lieu au Centre d'accueil d'Angondjé avec comme activités principales le *planting* d'arbres et l'exposition de stand.

3. Participation à l'organisation de la Journée des Nations-Unies au Gabon



Photo des Représentants des agences onusiennes - © UNESCO

La commémoration de la Journée des Nations Unies 2016 s'est faite à travers la lecture du message du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, par la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Gabon, Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry. Puis elle a dit son mot de circonstance, profitant ainsi de cette tribune avec les médias locaux pour faire la promotion de ces 17

Objectifs de Développement Durable et pour présenter le cadre dans lequel ils seront mis en œuvre au Gabon. Cette présentation a été suivie par un échange entre les médias et les chefs d'agences du Système des Nations Unies. Les retombées dans la presse écrite, télévision, radio et presse en ligne ont été très nombreuses.

4. Participation à la Journée mondiale du sida (1er décembre)

Comme chaque 1^{er} décembre et à l'instar de la communauté internationale, le groupe thématique Sida (GTS) en partenariat avec le gouvernement gabonais a célébré la Journée mondiale de lutte contre le VIH/Sida.

Abritée par la mairie de Libreville, l'édition 2016 a connu un fort engouement au regard des nombreuses personnes venues assister à cette célébration.

Au-delà de la cérémonie protocolaire (lecture de discours), les participants ont bénéficié de dépistage gratuit et visité plusieurs stands dont celui des Nations Unies au Gabon au cours cette commémoration.

Le groupe UNCG a une fois de plus pris part à cette célébration par le déploiement des roll-up, l'animation de stand, la prise de photos et la gestion des médias.



Les Représentants des agences onusiennes présents à la Journée du Sida - ©

5. Participation à la célébration de la Journée des droits de l'Homme (10 décembre 2016)



Vue de la devanture de la Radiotélévision Nazareth - © UNESCO

Sous la supervision de l'UNOCA, l'édition 2016 de la Journée des droits de l'Homme a mis en avant les jeunes, les femmes et les médias gabonais au cours de l'édition 2016.

Dans la première phase, une visite des médias attaqués pendant la crise post-électorale a été effectuée par l'équipe UNOCA

accompagné d'un représentant du ministère des droits de l'homme et d'une équipe UNCG. Parmi les médias visités, on note : la Radiotélévision Nazareth (RTN), le groupe Espoir, Gabon review et l'hebdomadaire Echos du nord.

Après cette visite des médias, les organisateurs et leurs hôtes se sont rendus à l'Institut supérieur d'ingénierie (ISI) pour la deuxième partie du programme. Les jeunes femmes et hommes ont ainsi bénéficié d'un échange – débat sur le rôles et attentes des femmes et jeunes dans/pour la promotion de leurs droits. Ils ont été entretenus par les collègues du centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, le Directeur général des droits de l'homme du ministère de tutelle et le Coordinateur résident par intérim du Système des Nations Unies au Gabon.

6. Participation à l'organisation de l'atelier sur la Théorie du Changement



Vue des officiels - © UNFSCO

Les agences du Système des Nations Unies (SNU) au Gabon ont organisé cet atelier les 28 et 29 novembre 2016 à la maison des Nations Unies au Gabon. Les travaux se sont déroulés au bénéfice d'une quarantaine de participants issus des 9 agences onusiennes au Gabon, des administrations publiques et de la société civile gabonaises.

S'était dans l'optique de favoriser l'élaboration d'un Plan cadre pertinent et en cohérence avec les réels enjeux de développement du Gabon, pendant laquelle les experts doivent, entre autres, faire recours à des outils d'analyse et de projection adéquats. L'atelier a permis ainsi aux participants de s'approprier les processus analytiques associés à la théorie de changement – laquelle est une méthodologie importante pour la conduite de l'analyse stratégique.

Par ailleurs, il leur a permis de développer une compréhension commune des principes programmatiques, parmi lesquels le respect des droits humains et l'égalité de genre, nécessaires à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et de les présenter aux hommes et femmes de médias.

En tant que membres du groupe UNCG, nous avons assuré l'invitation et la gestion des médias sans oublier le déploiement du roll-up sur les ODD.

7. Participation à la randonnée à l'Arboretum Raponda Walker



Vue des randonneurs du groupe 2 - © UNESCO

Organisé, le 17 décembre 2016, par le groupe « ONU avec nous » la randonnée des personnels des agences du Systèmes des Nations Unies au Gabon et leurs familles à l'Arboretum RapondaWalker encore appelé Bois des Géants a permis

aux visiteurs de découvrir la biodiversité gabonaise dont les espèces végétales endémiques du Gabon comme l'Okoumé ; l'Ovazingo et le Phyllobotryon spathulatum. Les randonneurs étaient répartis en 2 groupes. Le premier groupe composé d'adultes a parcouru le circuit de 4 Km et le deuxième réservé aux plus petits était sur celui de 1,2 Km.

Par ailleurs, le groupe « ONU avec nous » a profité de ce regroupement pour animer un enseignement sur les comportements à adopter pour éviter toute infection par le VIH/ SIDA et pour mieux vivre avec.

Ils nous ont rejoints

La richesse de cette année a, enfin, été observée dans le personnel du Bureau. Il s'est agrandi de 5 nouvelles compétences.



Thierry P. Nzamba Nzamba, Administrateur national du programme Culture, a rejoint le Bureau en janvier 2016. Il était précédemment Directeur général au Ministère de la Culture et des Arts du Gabon.



Juste Joris Tindy-Poaty, Administrateur national du programme Sciences humaines et sociales a rejoint le Bureau en février 2016. Docteur en philosophie, Il était précédemment Maître-assistant (CAMES) à l'Ecole normale supérieure et Secrétaire général de la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO.



Kossi Akana Amehame, Informaticien, a rejoint le Bureau en janvier 2016. Il était précédemment Chargé des formations et du développement de contenus pédagogiques numériques.



Merveille Mbouyamba, Assistante du projet Former ma génération – Gabon 5 000 (TMG) a rejoint le Bureau en janvier 2016.



Frank Mays Assoumou, Responsable de l'information du public a rejoint le Bureau en avril 2016. Il était précédemment Chef de projet en Communication et en Relations publiques.

Notre équipe



Liste du personnel présent sur la photo

1^{ère} ligne (devant, de la gauche vers la droite)

Landry Junior TADOU, Stagiaire du Programme Culture - **Frank Mays ASSOUMOU**, Responsable de l'Information du Public - **Ida BADJINA**, Assistante des Programmes - **Josephe Talita MBAZOGHE NZAME**, Consultant junior au projet TMG - **Séraphine MEMINE ME ZUE**, Administrateur national du Programme Education - **Tharcissia BWAS**, Assistante du Chef de Bureau - **Irène BOUANGA**, Assistante administrative - **Thierry P. NZAMBA NZAMBA**, Administrateur national du Programme Culture.

2^{ème} ligne (au milieu, de la gauche vers la droite)

Merveille MBOUYAMBA, Assistante du projet TMG - **Ornelia Bernis DJANGO**, Stagiaire UNCG - **Isabelle SANDJO**, Assistante des Programmes et Administrative - **Michel KENMOE**, Administrateur national du Programme Communication et Information - **Vincenzo FAZZINO**, Chef de Bureau et Représentant - **Nestor ABESSOLO OBAME**, Chauffeur du projet TMG - **Bibiano SANTOS**, Administrateur - **Silvère BABACAR NDEIKOUNDA**, Stagiaire du projet TMG.

3^{ème} ligne (derrière, de la gauche vers la droite)

Loise LEWA, Coursier chauffeur du Bureau - **Ory Vanel BIYOGUE ONDZAGHE**, Stagiaire du Programme Education - **Adam TCHAGNAO**, Chauffeur du Représentant - **Saturnin NKEA**, Informaticien au projet TMG - **Laurent MBOSELE NDAYWEL**, Chef du projet TMG - **Joseph NKOGHE MBA**, Chauffeur du projet TMG - **Kossi AMEHAME**, Informaticien du Bureau.

Bureau UNESCO Libreville (Gabon)

Maison des Nations Unies - Près du pont du Gué-Gué – Batiment B

B.P : 2183 Libreville, Gabon - Tel.:+241 07839777



www.unesco.org/libreville



www.facebook.com/unescolibreville



<https://twitter.com/UNESCOGabon>